

Bénis avant le Salon de l'agriculture

SAÔNE-ET-LOIRE | Depuis Écuisses, Frédéric Borne part pour Paris avec deux taureaux.



ON NE SAIT PAS si ça lui porte chance, mais Frédéric Borne, éleveur charolais à Écuisses (Saône-et-Loire), très croyant, ne manque pas de rappeler que Scorpion, son magnifique taureau, a été primé en 2024 et en 2023 au Salon de l'agriculture à Paris, et, à chaque fois, il avait été béni avant le grand voyage...

Cette année, Scorpion ne prend pas seul la direction de la porte de Versailles (XV). C'est en effet le premier salon d'Un prince, joli bébé de 1 100 kg qui a eu 2 ans le 31 janvier. « Nos animaux ont besoin d'être protégés comme nous, sourit Frédéric Borne. On sait qu'un long voyage

peut être stressant, tout comme le bruit au Salon de l'agriculture... »

Aux côtés du jeune taureau et du père Jérôme Lambert, curé de la paroisse, goupillon à la main, on retrouve donc Frédéric Borne et deux autres éleveurs, Ludovic Ponthieu mais aussi Didier Giraud, la « grande gueule » qui se lâche souvent sur RMC depuis septembre 2008. Tous trois sont propriétaires d'Un prince, qui lève fièrement la tête.

« À travers la bénédiction, c'est aussi tout le fruit du travail de sélection de nos amis éleveurs et agriculteurs qui est célébré. C'est tout ce que vous faites, dans le quotidien de votre vie, 365 jours par an, près de 24 heures sur 24, qui fait qu'aujourd'hui vous avez un bel animal présenté », souligne le père Jérôme Lambert, qui espère voir Un prince décrocher une médaille. Une cérémonie comme un passeport pour un voyage de près de 370 km de plus de quatre heures commencé ce vendredi à 6 heures pour dix jours à la porte de Versailles.

Alain Bollyer



Écuisses (Saône-et-Loire). Le père Jérôme Lambert bénit Un Prince devant Frédéric Borne (à gauche) et deux autres éleveurs.

Et aussi...

NOUVELLE-AQUITAINE
Porcherie contestée
Des habitants de Ligniac, en Corrèze, s'opposent à la création d'une porcherie industrielle de plus de 1 000 bêtes pour laquelle une enquête publique est ouverte jusqu'au 17 mars. Inquiets des nuisances olfactives, sonores et de l'impact écologique d'une telle structure sur le lac et les cours d'eau, ils ont lancé une pétition qui a d'ores et déjà recueilli 2 500 signatures.

Tuberculose contagieuse
Deux cas de tuberculose pulmonaire contagieuse ont été détectés chez une collégienne et un lycéen de Saintes (Charente-Maritime). Un adolescent avait déjà été dépisté l'an dernier dans l'un des établissements concernés. À l'époque, plus de 600 personnes avaient été testées, dont 123 positives, rapporte le quotidien « Sud Ouest ». Un nouveau dépistage va être proposé aux élèves.

PAYS DE LA LOIRE
Très chers sangliers
Selon la fédération des chasseurs de la Sarthe, le nombre de sangliers prélevés lors de la campagne 2024-2025 a atteint 6 000 individus, contre 3 000 au début des années 2020. Une inflation qui entraîne celle des indemnités que les agriculteurs peuvent légalement réclamer aux chasseurs en cas de dégâts : elles frisent les 700 000 €.



GGL Stadium, Montpellier (Hérault), ce jeudi. La luminothérapie vient au secours du gazon défraîchi.

La pelouse qui met le feu aux poudres

HÉRAULT | Le patron du Montpellier Hérault Rugby dénonce la délocalisation des matchs à Béziers.



Occitanie

Christian Goutorbe

SUR LA PELOUSE du GGL Stadium, d'immenses dispositifs de luminothérapie tentent de faire pousser des carrés verts en attendant le remplacement du gazon. La pelouse est devenue, au fil des semaines, un lourd contentieux entre la Métropole de Montpellier, propriétaire du Stadium, et le Montpellier Hérault Rugby (MHR), locataire. L'état du terrain a obligé le club à délocaliser son dernier match du Top 14 contre Toulon à Béziers. Il en sera de même le 1^{er} mars contre Castres. Et cela pourrait perdurer.

500 000 € investis

« Il faut le temps de l'enracinement du nouveau gazon, entre quatre et huit semaines. L'argent ne peut pas tout faire, et je n'ai pas de baguette magique pour aller plus vite. Nous avons investi 500 000 € dans le renouvellement de cette pelouse », a assuré Christian Assaf, élu aux sports à la Métropole lors d'une conférence de presse au vitriol lors de laquelle il a comparé Mohed Altrad du groupe éponyme et propriétaire du MHR (et adversaire politique aux municipales de 2020) à « une sorte de Trump aux petits pieds mais nous ne sommes pas aux États-Unis. La ploutocratie, ce n'est pas ici ».

« M. Assaf se trompe, répond le président du MHR. Le milliardaire dans l'affaire, c'est le groupe Altrad avec 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 70 000 employés dans de nombreux pays. Nous faisons vivre directement ou indirectement 2 millions de personnes. Altrad est connu et reconnu dans le monde entier. Incontestable et incontesté. Et Assaf ? Reconnu par la moitié

des Montpelliérains ? » Mohed Altrad, lui, dénonce une « gestion dogmatique et pas pragmatique de Montpellier, avec un maire qui n'est pas au service de la ville mais à son propre service ». Il pointe la difficulté majeure de cette fin de saison : devoir dépayser à Béziers, sans doute pour six rencontres. « Cela représente des pertes de recettes, le mécontentement de nos supporters et des déplacements nombreux, puisque avant de jouer le match, l'équipe doit s'entraîner sur place deux fois dans la semaine ».

« Ce problème de pelouse devrait être réglé depuis longtemps ou en tout cas envisagé depuis octobre dernier et le match contre La Rochelle sous le déluge. Aller jouer à Béziers, à 60 km, c'est un sacré défi logistique pour nous, et c'est coûteux pour les supporters. Et notre demande pour avoir des bus de la part de la Métropole a reçu une réponse négative », appuie Christine Sidobre, présidente des supporters du Clapas Cistes.

Un contentieux ancien

Le contentieux entre la ville et le président est ancien. Il date du projet de rachat par Altrad de ce stade. Depuis plus d'un an les deux parties, la collectivité et le groupe Altrad, sont engagées dans un dialogue de sourds émaillé de déclarations incendiaires. Mardi matin, Christian Assaf a écarté l'idée d'une vente sèche de la parcelle du stade. Il a évoqué la possibilité d'un bail emphytéotique (de longue durée) après estimation par l'État. À terme, en 2026, Mohed Altrad n'exclut pas de revenir dans l'arène politique lors des municipales. Au bout du bout de cette saison de gazon maudit

La petite histoire

Auvergne - Rhône-Alpes

Alerte au glacier

Au-dessus de Saint-Gervais, le glacier de Tête-Rousse (Haute-Savoie) constitue une menace sourde depuis le drame de 1892 qui avait fait 175 morts après la rupture d'une poche d'eau cachée dans ses entrailles. Le spectre d'un nouveau désastre plane après la découverte par les scientifiques d'une importante quantité d'eau sous la glace. Le volume a été estimé à 60 000 m³ cet automne, l'équivalent de la poche d'eau très inquiétante repérée en 2010 qui avait nécessité des opérations de pompage. « Avec la multiplication des constructions, 2 000 à 3 000 personnes sont directement menacées aujourd'hui », rappelle Jean-Marc Peillex, maire de Saint-Gervais. La préfecture explique que la configuration actuelle est moins dangereuse qu'il y a quinze ans car l'eau est surtout stockée dans des crevasses et non sous la glace : « La pression de l'eau dans une crevasse est limitée. En effet, c'est un réservoir ouvert en surface, et l'eau déborde si le niveau atteint le seuil de la crevasse. [...] Ces dernières observations ne présentent pas de caractère inquiétant », précise-t-elle dans un communiqué. Les investigations vont continuer. Malgré ces nouvelles rassurantes, l'émission « Sur le front », diffusée sur France 5 cette semaine, alertait sur la diminution du nombre de sirènes prévenant les habitants, pour des raisons budgétaires. « Les sirènes ont une utilité limitée, nuance Jean-Marc Peillex. C'est la surveillance du glacier et sa vidange qui nous protègent le mieux. Ça représente jusqu'à 300 000 € par an, financés à 80 % par l'État. Il ne faut pas que les mesures d'économies demandées par l'État affectent cette surveillance vitale. »

Thomas Pueyo